





## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## En plein cambouis

Avez-vous bégaié la tronche de l'assassin souriant, Cassiot ? Sa fiote ronde de bon enfant, la tête bien dégagée, les chasses rieurs de petit plaisantin, et son tarin qui regarde ingénuement pêter les aigres, sa bouche bien fendue sur de belles quenottes, le tout dominant un petit air sympa qui inspire confiance comme tous ceux qui ont une bonne bouille.

Mis à part ses mœurs insouciantes, notre assassin souriant n'est pas plus tartigroie que bien des vedettes de la scène politique, et d'ailleurs ce qui explique ma gourance à son sujet car si les chevaliers du frie-frac et de la

rallonge se planquent derrière des minois de jeunes premiers, ça devient du raille de faire du crême sur la bille du client. Et mézigue qui n'a jamais vu sur le papellard la tronche de notre distingué Ministre Jules Moch, j'aurais pu par comparaison avec celle de Cassiot, faire un impair ! J'aurais d'autor et sans gamberger pensé que ce ministre à une bonne bouille, alors que pour l'autre j'aurais pensé le contraire. Ce qui prouve que les apparences sont trompeuses et faîtes pour faire pourer les passants, et aussi comme moi pas assez éduqués pour piger la subtilité que représente deux photos et qui confond la tronche d'un truand avec celle d'un honnête ministre socialiste. Aussi maintenant je me méfie, et je ne veux même plus regarder le pourpoint, l'on gaxe de casse-croûtes, Cassiot pour le faire jacter, alors que les mineurs qui réclament la dîne ont droit à du plomb ! Ma petite tête de citoyen démocratique est en plein citage et se refuse à distinguer à première vue laquelle des deux photos est celle de l'assassin.

LA BOHEME.

## ÉTATS-UNIS d'Europe

(Suite de la première page)

L'Europe basé sur les richesses hydro-électriques des Alpes). Et encore de Gaspard, et Zinaud, et l'ambassadeur français à Rome qui les accueillait, et Pio XII qui les bénissait, et Mitterand des Anciens Combattants.

« Hein, disent les délégués syndicalistes, on a eu un fier culot d'aller à Rome, comme on a été à La Haye, et de leur dire ce que les prolons pensent, et de les obliger à tenir compte de la classe ouvrière, et de les forcer à reconnaître notre force ».

Seulement, les « syndicalistes » européens ne représentent qu'eux-mêmes. Et ils ne savent pas ce que les prolons pensent. Ils n'ont pas de forces. C'est pourquoi ils ont servi, au congrès fédéraliste de Rome, de couverture.

\*

Car c'est bien vrai qu'une nouvelle Europe se crée. Elle naît et se développe grâce à chaque dévouement d'un américain. C'est la Maison-Blanche qui fournit le nouvel élément commun au Vieux Continent, ou plutôt la portion de celui-ci.

Les « syndicalistes » européens, qui fréquentent des gens « bien », feraient bien de lire le bouquin de Bertrand de Jouvenel, dont ils connaissent le milieu à défaut d'idées, « Napoléon et l'économie dirigée ». Ils y apprendraient que, même sans intervenir directement dans les activités des nations européennes, c'était l'Espagne qui, grâce à son or, et en raison de ses besoins en marchandises exportables, faisait vivre les industries britanniques et françaises et que sa position privilégiée commandait l'activité de toutes les manufactures de l'Occident.

Les « syndicalistes » européens vont à la foire de Rome, alors que les États-Unis d'Europe se font ailleurs. Les capitalistes, les hommes d'Etat, les hommes d'affaires peuvent, eux se permettre de participer à cette mise en scène, car ils possèdent effectivement un pouvoir sur d'autres éléments de la situation. Ils détachent des parcelles de puissance, des moyens de production. Mais les « délégués » ouvriers que possèdent-ils ? Ils n'ont que leur titre de délégué pour orner les assemblées impuissantes.

Pacte à Cinq, Pacte de Bruxelles, état-major commun pour l'Europe occidentale, uniformisation des matériels militaires,

## F. A.

## Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X<sup>e</sup>

Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

1<sup>er</sup> REGION

Lille. — Permanence, Café Alphonse, 13, rue du Molinel, tous les samedis de 18 h. à 19 h. 30.

Maubeuge. — Formation d'un groupe. Appel est fait aux sympathisants. S'adresser à Lemoine Raymond, 37, faubourg Saint-Lazare, Maubeuge.

Nouvelles-Mines. — Permanence tous les samedis de 18 h. à 19 h., Café Monsaurel, près la mairie.

2<sup>e</sup> REGION

CONSEIL REGIONAL  
Tous les groupes de la 2<sup>e</sup> région sont avisés que le C.R. se tiendra le dimanche 19 décembre à 15 h. au Pavillon, 65, boulevard de la Villette, métro : Colonne-Fabien.

Présence nécessaire de tous les délégués. L'ordre du jour du C.R. est inséré dans le Traité d'Union n° 2 que vous recevrez sous peu.

Le Bureau de la 2<sup>e</sup> Région.

## DIFFUSION DU LIBERTAIRE

Pour tout ce qui concerne la vente à la criée du journal dans la région parisienne, écrire à Gauthier, « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>.

Paris XV<sup>e</sup>. — Réunion du groupe, vendredi 10 décembre à 20 h. 30, café Le Bouquet, 7, place Charles-Michels.

Paris Est. — Jeudi 9 décembre, réunion 41, rue Pédon, conférence. Les camarades ayant en mains livres de la bibliothèque sont priés de les rapporter.

Paris-Ouest. — Réunion du groupe tous les mercredis, café Le Balguy, 79, avenue de Saint-Ouen, Paris XVII<sup>e</sup>.

Asnières. — Réunion du groupe le mercredi 15 décembre au lieu habituel.

Boulogne. — Le groupe se réunit tous les 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> jundis du mois, au sous-sol, 38, rue de Metz à Courbevoie.

Colombes. — Causerie le samedi 11 décembre à 20 h. 30, café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbuse.

Livry-Gargan. — Lundi 13 décembre, 21 h., salle des Réunions à la Mairie, Conflans, Propriété.

Maisons-Alfort. — Réunion du groupe, vendredi 10 décembre, café de l'Ecole, 34, rue Jean-Jaures, à 20 h. 30, Maisons-Alfort.

Montgeron. — Réunion du groupe tous les samedis.

Saint-Denis. — Les camarades de Saint-Denis désireux de former un groupe sont priés de se mettre en rapport avec les vendeurs du Libertaire, le dimanche matin, au marché ou à la F.A. 145, quai de Valmy, Paris X<sup>e</sup>.

prête américaines, marchandises américaines, pour de l'U.R.S.S., voilà les éléments de l'unité de la France Ouest de l'Europe.

Ce n'est pas un rêve qui se réalise, c'est un cauchemar qui se prépare. Parce que le grand patronat américain, et n'est pas la claire volonté des hommes soucieux d'échapper aux contradictions du monde bourgeois, étatiste ou impérialiste, c'est, au contraire, l'aveugle loi des économies concurrentielles et des nations mammoth en lutte pour l'hégémonie mondiale.

Ce n'est pas Mathé, Le Bourre et Roger Lapeyre qui en transformeront l'essence par un cocorico enroué au Palais de Venise.

\*

« N'y a-t-il donc rien à faire ? » nous demanderont en guise de réponse les chevaliers des États-Unis d'Europe, fédéralistes, socialistes, etc... ?

Que si. Mais pas à Rome. Du moins pour commencer. Ici même. En France. Dans les usines, dans les ateliers, les chantiers, les bureaux et les services.

Quelle est l'action des champions de l'Europe en faveur des prisonniers de guerre allemands, des travailleurs libres ? Pour qu'ils soient traités sur pied d'égalité avec les ouvriers français ? Quelle est l'activité déployée par eux pour les centaines de milliers de travailleurs immigrés, et plus particulièrement pour les Italiens récemment entrés en France, mal logés et écrasés de paperasses, quel effort ont-ils fait pour que le retour aux usines administratives soit évité ? Qu'ont-ils fait, dans leurs propres syndicats, pour faciliter le contact entre salariés français et étrangers, pour créer un esprit de véritable internationalisme ? Et, sur un plan plus vaste, quand ont-ils donné de la voix pour soutenir les travailleurs de la Ruhr en grève, alors qu'ils discutent gravement du meilleur statut à imposer à la Ruhr, état économique ?

Le syndicalisme est avant tout de l'humanité dans les faits de chaque jour. Et il ne s'agit pas de grands problèmes, que lorsqu'il est devenu lui-même une grande force répandue sur des millions d'ouvriers conscients. Aujourd'hui, le syndicalisme est en proie à une désorganisation, vidée aux trois quarts de son contenu, impulsant devant les questions quotidiennes. N'avez donc pas vos restes de gloire à Rome, Refaites-en une arme puissante. Ce jour-là, vous n'avez plus besoin de la mettre à l'encan, et vous n'avez plus besoin de formes politiques pour résoudre des problèmes de fait.

S. PARANE.

(Suite de la première page)

absorbée par l'Etat qui a donc considérablement augmenté ses prélèvements. — N'y a-t-il pas eu, l'année passée, une diminution du coût de la vie ?

— Oui, mais c'est une illusion. Ce qui valait 40 en 1939 est passé à 120 en 48 et n'a fait que redescendre à 90 en 48. Ainsi, le standing de vie de l'ouvrier russe a terriblement baissé depuis 1920.

— Comment expliquer les variations des prix d'un point à l'autre du territoire ?

— C'est que l'Etat, en dehors du pain, fournit très peu de produits. Les prix dépendent de ce qu'on appelle là-bas « le marché noir libre ».

— L'Etat taxe ce qu'il distribue : pain, sucre, savon, conserves, mais pour les autres produits, il y a le marché kolchosien libre.

— Les produits de l'Etat sont d'ailleurs en quantité très insuffisante.

— On a beaucoup insisté en Occident sur la hiérarchie en U.R.S.S. Qu'en est-il réellement ?

— Les enquêtes ont quelquefois exagéré, en ce qui concerne les fonctionnaires par exemple, mais voici des chiffres indiquant les salaires moyens : Un tourneur qualifié : 400 à 600 roubles par mois, pour un mois de travail complet, mais les salaires de moins de 400 roubles sont fréquents.

Le manoeuvre doit se contenter de 120 à 180 roubles ; l'apprenti ou l'adulte qui apprend un nouveau métier : 115 roubles ; le gardien d'usine : 180 roubles ; l'aide-comptable : 250 à 350 roubles ; le comptable : 400 roubles ; l'expert-comptable : 800 roubles ; l'inspecteur reçoit de 300 à 600 roubles ; le juge, le procureur, le haut fonctionnaire : 800 à 1.500 roubles ; l'ingénieur, le directeur : 800 à 1.500 roubles ; le chef de trust peut atteindre 2.000 à 2.500 roubles.

Ajoutons qu'en cas de manque de fournitures, le travail cesse quelquefois. La présence de l'ouvrier est requise, mais il ne perçoit alors que 50 pour 100 du salaire moyen des trois derniers mois.

— Le salaire est-il perçu régulièrement ?

— Non. Cela dépend de la banque d'Etat. Les retards atteignent parfois 2 mois. Cela provient, par exemple, d'un retard de production. Mais au besoin, le ministère pour payer partiellement une usine, emprunte sur les fonds destinés à une usine qui n'a pas de retard de production, et c'est alors le retard généralisé.

— Et le régime des impôts ? L'ouvrier perçoit-il intégralement son salaire selon les chiffres que vous venez de donner ?

— Il faut déduire jusqu'à 50 % du salaire ; en totalisant l'impôt déducatif, l'impôt de culture (pour l'éducation), les assurances sociales, la cotisation syndicale.

L'affiliation syndicale n'est pas théoriquement obligatoire, mais c'est le syndicat qui contrôle les Assurances sociales et ne peut obtenir plus de 50 % du salaire. Le syndicat (son président ou son secrétaire) est d'ailleurs seul juge du pourcentage à attribuer aux malades, même syndiqués. Il fixe, de lui-même, 50, 60, 70, 80 %.

— On a beaucoup parlé aussi des emprunts d'Etat.

— Les emprunts sont très lourds et en fait obligatoires.

Toulouse. — Groupe Fernand-Pelloutier. Réunion tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois à 21 heures. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg.

1<sup>er</sup> REGION

Montpellier. — Réunion dimanche 12 décembre à 10 h., Bar des Remparts, boulevard des Bonnes-Nouvelles.

2<sup>e</sup> REGION

Marseille-Saint-Antoine. — Réunion du groupe « Libertaire » tous les samedis à 19 h. au Bar de la Gare Saint-Antoine.

10 Marseille, Fédération locale. — Les permanences et le service de la librairie sont régulièrement assurés les lundis de 19 à 20 h., les jeudis de 18 h. 30 à 19 h. 30 et les samedis de 18 à 19 h.

20 Marseille, Groupe du Centre. — Dorenavant, le groupe se réunira le mardi à 19 h. au local Pavillon. Présence très nécessaire.

Marseille, Saint-Henri. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

Permanence tous les dimanches de 10 à 12 heures.

30 Marseille. — Réunion du groupe tous les vendredis à 21 h. Sympathisants, s'adresser à Hénec Clotaire, 4, rue de l'Eglise, Istres.

Nice. — Le groupe se réunit le premier et troisième jeudis de chaque mois au café de l'Univers, bd J.-Jaures, à 21 heures.

Marseille. — Résultat du tirage de la tombola qui a eu lieu le dimanche 21 novembre 1948 au Salon Gabi, 121, rue d'Aubagne.

Le n° 1908 gagne 1 bicyclette (billet vendu à Salon) ; 2057, 1 bouteille O. Cap (billet vendu à Salon) ;

1820, Mon Communisme (billet vendu à Salon) ;

1259, 1 lampe de chevet (billet vendu à Aix-en-Provence) ;

2588, La Révolution Inconnue (billet vendu à Nice) ;

4082, 1 lot de brochures (billet vendu à Orange) ;

4721, La Honte des Siècles (billet vendu à Marseille).

Tous les lots non réclamés avant le 25 février 1949 inclus, resteront la propriété du Comité Régional.

Nous nous excusons auprès de nos camarades, ajistes de ne pas avoir encore publié leur dernier article. L'abondance des articles d'actualité en est la seule raison. Nous avons dû même supprimer cette semaine « Le carnaval de la semaine » et « Chez les autres ».

1<sup>er</sup> REGION

Toulouse-Jeunesse. — Réunions intérieures du groupe les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mars. Les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, réunions ouvertes aux sympathisants, 4, rue de Belfort, à 21 heures.

Toulouse. — Bien-être et Liberté. — Réunion tous les mercredis à 21 h., au 4, rue de Belfort, 2<sup>e</sup> étage.

2<sup>e</sup> REGION

Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 19 h. au Bar de la Gare Saint-Antoine.

10 Marseille, Fédération locale. — Les permanences et le service de la librairie sont régulièrement assurés les lundis de 19 à 20 h., les jeudis de 18 h. 30 à 19 h. 30 et les samedis de 18 à 19 h.

20 Marseille, Groupe du Centre. — Dorenavant, le groupe se réunira le mardi à 19 h. au local Pavillon. Présence très nécessaire.

Marseille, Saint-Henri. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

Permanence tous les dimanches de 10 à 12 heures.

30 Marseille. — Réunion du groupe tous les vendredis à 21 h. Sympathisants, s'adresser à Hénec Clotaire, 4, rue de l'Eglise, Istres.

Nice. — Le groupe se réunit le premier et troisième jeudis de chaque mois au café de l'Univers, bd J.-Jaures, à 21 heures.

Ces emprunts officiels, ordonnés par les ministres, sont imposés dans les usines ; ils peuvent atteindre jusqu'au montant de un mois ou un mois et demi de salaire. L'emprunt est retenu sur 10 mois. Il est, en général, émis pour 20 ans, à 4 %. Quelquefois s'y ajoute une loterie à tirages périodiques.

La femme au foyer est aussi soumise à l'emprunt, perçu alors par le gérant de l'immeuble qui doit couvrir ce coût relever une somme fixée par les autorités.

En principe, on peut refuser l'emprunt, mais le réfractaire est convoqué à la Direction ; on le sermonne, on le relance de telle sorte qu'il sent bien qu'il ne peut refuser.

— Il apparaît donc clairement qu'un ouvrier ne peut vivre de son salaire ?

— La devise est : « Vis comme tu

peux ». Retirés les impôts, les retenues d'Assurance sociale, les emprunts, il ne reste pas grand-chose du salaire. Pour vivre, il faut donc se livrer à des combines, voler et vendre, solliciter le pourboire (employés de chemins de fer par exemple). Le sabotage devient quasi instinctif. C'est le règne de la démoralisation et du système « D ».

— Mais n'y a-t-il pas de primes d'attribution de vêtements ?

— Dans l'ensemble, non.

Cependant, dans quelques grandes usines, il y a un service de ravitaillement à titre onéreux. Quelquefois, lors des fêtes, des attributions de bons de chaussures, par exemple, sont faites pour les « meilleurs » ouvriers, mais ne donnent qu'une possibilité d'achat.

Autrefois, avant 1936, quand une usine voulait remplir ses obligations

envers le Plan, elle attirait les ouvriers en proposant de meilleures conditions (non pas des salaires meilleurs, mais primes et bons). Cela est interdit depuis.

— Une dernière question : le travailleur peut-il se libérer du salariat, changer d'emploi ?

— Avant 1940, il était possible au travailleur de changer d'entreprise.

Depuis la loi du 26 août 1940 (donc avant la guerre), le Directeur de l'entreprise peut seul libérer un travailleur sur sa demande, mais ce n'est pas un droit. D'autre part, le travailleur peut être chassé.

Le travailleur peut toutefois être libéré sur avis d'une Commission spéciale médicale des Assurances sociales.

Dans tous les cas, aucun privilège. Le livret de Travail porte les départs et entrées des usines, avec les motifs. Il est déposé à la Direction jusqu'au départ du travailleur.

— N'y a-t-il pas cependant des travailleurs qui, en fraude, quittent les usines ?

— C'est très dangereux, car chaque individu est muni d'un passeport intérieur obligatoire mentionnant la profession et le lieu de travail. Quiconque ne peut justifier d'un emploi est requis pour des travaux forcés.

Mais il y a malgré cela un nombre très important de non-travailleurs vivant de petits dérobaillements, de marché noir. Des millions de Russes bravent ces lois de terreur parce qu'ils veulent vivre, manger à leur faim, ce que le travail ne leur permet pas.

— Mais enfin, il existe des artisans en U.R.S.S. Quelle est leur situation ?

— C'est très complexe. Si vous voulez, arrêtons-nous ici pour cette fois. Dans une conversation prochaine, je vous donnerai des précisions.

FONTAINE.

## La semaine prochaine :

« L'Artisanat, L'Agriculture »

Articles suivants : Les Loisirs. - La Culture. - La Santé, la Médecine. - Les Loyers. - Le Vol. - Les Prisons. - Enfance, la Femme, la Natalité. - Le Syndicat, le Parti.

Des clichés reproduisant les pièces mentionnées au cours de l'enquête seront publiés par le « Libertaire ».

FONTAINE.

## Assez ! Monsieur Lorulot !

NARCHISTES, nous sommes la différence entre Mgr Tiao hilarien et l'abbé Plojhar stalinien. Nous ne faisons pas de différence entre le journal « La Croix » et le journal « L'Humanité », entre l'abbé Boulier « combattant (stalinien) pour la paix et la liberté » et le moine gaulliste l'ami « d'Edouard Béné, le « démocrate » sincère et gotwaldisé.

Nous ne sommes pas de ceux qui, juchés sur le dada de l'anticléricalisme, estiment suffisant de croquer le curé de la paroisse au râtelier de la IV<sup>e</sup> République. Monsieur Lorulot, il y a des crimes plus graves que celui de croire à la Trinité ou à l'Immaculée Conception ! Monsieur Lorulot, il y a votre journal infesté qui a nom « La Calotte » et cela, il faut vous le dire.

Vous pouvez, pour les besoins de votre négoce et ceux de votre sécurité, saluer les républicains « populaires » et faire risette à ce nouvel opium du peuple qu'est le stalinisme ; vous pouvez boulotter le curé en invitant les « communistes » (7), les libéraux, les radicaux et les socialistes ! Les républicains de toutes tendances ! Les esprits indépendants sans étiquette ! Ceux qui aiment la laïcité et qui ne veulent pas subir la tyrannie de l'obscurantisme et le joug du clergé... Vous pouvez faire votre cuisine, nous ne marchons pas !

Voyez-vous ! On est anticlérical ou on ne l'est pas.

Serge NINN.

## LA RUHR

(Suite de la première page)

de détails qu'on y puisse apporter, seront défectueux. Les libéraux pensent que le réalisme, au contraire, consiste à remplacer les systèmes d'organisation basés sur l'autorité de quelques-uns et qui nous ont conduits dans l'impasse actuelle, PAR LA GESTION DE TOUS LES INTERESSES, AU PROFIT DE TOUS LES CONSOMMATEURS.

Expliquons-nous.

A notre avis, le problème de la Ruhr ne peut être résolu que de la manière suivante :

La gestion de toutes les industries de la Ruhr par les travailleurs de la Rhénanie eux-mêmes, non au profit de ces travailleurs exclusivement, mais au profit des travailleurs du monde entier, sans distinction de race, de nationalité, de bloc, etc., et cela pour que la gestion directe de ces travailleurs rhénans ne soit pas au bénéfice exclusif d'un bloc ethnique, « en l'occurrence, l'Allemand », qui pourrait, sous l'impulsion de forces politiques, prendre le caractère autoritaire du fascisme.

« Eh oui ! nous diront nos réalistes, mais comment pourrait-on donner ce caractère universel à la distribution de la production rhénane, cela nous paraît impossible... »

Entendons-nous.

Il semble bien que, quelles que soient les solutions bâtarde préconisées actuellement, ces solutions ont un caractère

Vers une revue F.A. Etudes anarchistes

Le bulletin des Etudes anarchistes (1) va paraître.

« Etudes Anarchistes » abordera tous les problèmes théoriques et donnera sa place à toute opinion, intéressante, aussi « hérétique » soit-elle. « Etudes Anarchistes » sera l'embryon d'une véritable Revue de la F.A.

« Etudes Anarchistes » admet toutes positions de controverse, mais repousse toute polémique personnelle.

« Etudes Anarchistes » paraît sous l'égide de la F.A.

SOMMAIRE DU PREMIER BULLETIN. — a) Editorial ; b) En défense de la philosophie révolutionnaire (Miché) ; c) La racine, c'est l'homme (Savoy) ; d) L'œuvre de base ou l'œuvre de la base ? (Prunier) ; e) Sur les formes d'organisation spontanée d'une société libertaire (pour un camarade allemand).

France et Colonies... 40 Fr.

Etranger... 50 Fr.

Abonnement pour 5 numéros : France et Colonies... 175 Fr.

Etranger... 200 Fr.

Abonnement pour 10 numéros : France et Colonies... 350 Fr.

Etranger... 400 Fr.

Commandes groupées (pour 5 numéros) : 35 fr. le numéro.

(1) Le bulletin sera mis en vente au Quai de Valmy. Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (Fonctionnaires, C.G., 4765 45).

Four Paris. Le secrétaire administratif recevra sur rendez-vous.

qui se veut international. Personne ne nie la nécessité d'organiser la Ruhr d'une manière internationale (à travers l'O.N.U., par exemple). Et alors... nous « réalisme » en arrivant donc, par manque de largeur, dans des perspectives, à ne considérer comme possible les solutions débordant les cadres du nationalisme, que lorsqu'elles sont inspirées par un impérialisme ou par un bloc capitaliste à ramifications internationales. Ce n'est plus là du « réalisme », mais du conformisme étroit et lorsque ce sont des syndicalistes révolutionnaires qui sont les véhicules de ces pensées conservatrices, c'est de l'enfantillage.

Certes, le problème des gestions ouvrières dépasse le cas particulier du bassin rhénan, quelle que soit son importance.

Mais se rend-on compte de la répercussion qu'aurait une Rhénanie gérée par des travailleurs au profit des consommateurs du monde entier, sans l'intermédiaire des états des groupes industriels, des groupes bancaires... Ce serait, à brève échéance, les travailleurs du Bassin rhénan, se disant : « Mais pourquoi pas nous ?... » Ce serait les

travailleurs de l'Oural, les travailleurs du Pays de Galles, les travailleurs du monde entier, disant également : « Mais pourquoi pas nous ?... »

Que l'on ne nous dise pas que les organismes actuels ne peuvent obtenir un tel résultat... La sont internationales et, par conséquent, échappent au fameux argument de « Nous, on veut bien, à condition que les autres fassent comme nous ».

En vérité, ces organismes ne sont internationaux que de nom, et en réalité, ne défendent internationalement que les intérêts de l'impérialisme qui les oriente. Il faut donc, aux Comités internationaux, impulsés par des Etats autoritaires, substituer une







# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

## A travers LA PRESSE SYNDICALE

« Force Ouvrière », qui passe sous silence la création d'un Cartel d'Action Syndicaliste, commente en ces termes la nouvelle Fédération Nationale des syndicats autonomes.

La « Fédération nationale des syndicats autonomes » a un programme. Mis à côté du schéma Bismarck-Vallon, il a de l'allure. Mais (oui, il y a un « mais », et vous vous y attendiez), au moins l'essentiel de ce qu'il contient, je l'ai pour ma part trouvé dans les documents dont nous nous inspirons, à Force Ouvrière pour définir une orientation.

André Viot a certainement voulu présenter en servant ces lignes, Force Ouvrière, organisation de collaboration avec l'Etat n'a pas grand-chose de commun avec le syndicalisme défini rue Serbelli le 20 novembre.

Dans le « Peuple », Racamond tente une nouvelle expérience Amsterdam-Pleyel revue et corrigée au goût du jour.

Toutes les forces vives de la C.G.T. seront présentes dans les localités, dans les départements, pour la constitution des Conseils communaux, Les syndicats, les militants, hommes et femmes libres, y rencontreront les démocrates des autres catégories de travailleurs. Toutes les idées de la paix et de la liberté y seront réalisées, avec leur concours.

Encore de la violence à plumer. A savoir si les expériences passées n'ont-elles pas été à un certain nombre de fois déjà échaudées au cours d'opérations similaires.

Dans « La Voix des Polices » (C.G.T.), le filon de la violence fait un appel à ses consensuels pour renforcer la centralisation syndicale communiste.

Oui, camarade policier, agit ou s'agit, quelle que soit la conception philosophique, tu places en avant, c'est pour cela qu'en 1949 tu prendras ta carte fédérale afin de venir prouver le rang de ceux qui luttent pour le mieux-être, de justice et de liberté.

Qu'en pensent les mineurs ouestiers? Dans « Libération paysanne », organe de la Confédération générale de l'Agriculture, l'avocat Lamour exalte sa rage contre Boussu, ancien président de la C.G.A. qui vient d'être élu conseiller de la République sur une liste gaulliste.

On peut tout au moins regretter que des partisans résolus de la centralisation des fonctions politiques et syndicales fassent preuve d'un égal empressément à prendre une attitude sur le terrain politique. C'est leur droit de citoyen, et ils peuvent évidemment agir utilement dans ce domaine. Mais tout cela n'est pas fait pour faciliter la tâche de nos organisations.

La « Tribune Européenne » est l'organe de la section française de la Fédération Syndicale Européenne, rassemblement de syndicalistes dégoûtés de la F.S.M. Dans son dernier numéro, le Bourre, son secrétaire général, définit sa position sur le problème de l'Europe face aux deux blocs qui s'affrontent dans le monde.

Entre les deux grands blocs rivaux de l'Est et de l'Ouest qui risquent de se heurter, une seule formule est possible, c'est la construction d'une Europe solide et humaine qui, dès à présent, se doit de préparer l'équilibre de la balance des pouvoirs. L'Europe doit être l'arbitre, car sa capacité de production, si elle était rationalisée et distribuée avec moins d'incohérence, serait susceptible de peser sur l'économie mondiale.

Que Le Bourre prenne garde, la constitution d'un super-Etat européen loin de diminuer les chances de guerre, ajouterait un élément de plus aux causes de conflits. En fait, ce n'est pas en créant un super-Etat que l'on diminue les risques de guerre, mais en détruisant purement et simplement et avec eux le principe d'autorité.

MONTLUÇON.

« Les lois sur l'arbitrage obligatoire, la participation aux bénéfices, le contrat collectif du travail ont pour objet d'entraîner le développement du syndicalisme et d'étrangler le droit de grève. »

MERRHEIM (juillet 1906.)

## UN CALME qui précède l'orage

Silence dans les rangs. La défaite des mineurs laisse pantelants les plus accrocheurs parmi les militants syndicaux des grandes centrales. Il semble, en cette veille de Noël 1948, que les prolétaires se cachent pour panser leurs blessures, ruminer leurs déboires, inscrire en caractères indélébiles au plus profond d'eux-mêmes le nom des traîtres à leur cause, réfléchir aux lendemains qu'ils espèrent quand même chantants. Silence. Calme gros de colères rentrées présageant de cruels réveils à tous ceux qui se croient débarrassés du « chantage » syndicaliste.

Les mineurs sont retournés à leurs mines, les dockers à leurs quais, les métallurgistes à leurs « chaînes ». Calme plat. Si plat que les exploitateurs « faisant » dans le commerce estiment le moment venu de reprendre leur signature en aidant d'un décret datant de 1938 et contestant les deux jours de congé hebdomadaire reconnus il y a quelque temps par eux, à leurs employés. De la flambée récente de grèves il ne reste rien, sinon beaucoup de misère, pas mal de lachages, une réelle trahison et un projet de lois hyper-sclérotés « phosphorés » par l'ange Moch du capitalisme décadent. Et c'est à cet instant vraiment bien choisi que la C.G.T., qui ne manque pas d'audace dans la dialectique — elle en montre beaucoup moins dans les grèves — clame victoire à qui veut encore l'entendre. « Non, les mineurs ne sont pas vaincus ! Cette grève de 56 jours comptera parmi les plus glorieuses épisodes de l'histoire des luttes ouvrières. Mais un épisode qui ne sera pas sans lendemain. Déjà la grève des travailleurs du sous-sol aura contraint le gouvernement à accorder satisfaction à d'autres catégories de travailleurs, notamment les métallurgistes de Lorraine, les dockers, etc... »

Sauver la face, tel est le but recherché par la centrale kominformisée, car il lui faut absolument bluffer, mentir, pour se tirer de l'impasse où elle s'est engagée en trahissant avec autant de désinvolture les mineurs en lutte. Victoire, les douze cents incarcerated pour faits de grève ? Victoire, l'épouvantable misère régnant présentement dans les coronas ? Victoire, la liquidation de la grève sans qu'aucun avantage ne soit

acquis ? Il n'y a vraiment plus que la presse russe de langue française pour oser qualifier de victorieuse une lutte que les mineurs eux-mêmes estiment être leur plus grosse défaite depuis le début du syndicalisme. Et parlons-en des satisfactions accordées par le gouvernement aux autres catégories de travailleurs ! En Lorraine, les métallurgistes (de fer) continuent à crever de faim avec autant d'ensemble qu'avant le mouvement des ouvriers du sous-sol. Dans les ports et docks, les inscrits maritimes non satisfaits continuent à se faire réquisitionner sans que quoi que ce soit de tangible leur soit octroyé. Quant aux dockers, ils ont repris le travail après avoir abandonné leurs deux revendications essentielles : l'élévation du minimum vital à 15.500 fr. et l'échelle mobile. Et nos constatations sont tellement incontestables que Racamond lui-même, dans le « Peuple » de cette semaine, est obligé de protester, malgré les « victoires » célestes, contre « la misère accrue des masses salariales, la prolétarisation des classes moyennes, la répression inouïe des grèves professionnelles, etc... ». Toutes choses qui eussent réjoui Marx parce que facteurs d'unification sociale mais qui ne plaisent guère aux exploités de tous les pays, de France en particulier.

Pour en sortir, que propose le sieur Racamond ? Bah ! comme d'habitude, le regroupement des exploités autour de la « grande » C.G.T. et la création de Conseils communaux de défense démocratique, laïque, etc... Bien entendu, ces Conseils communaux « des combattants de la paix et de la liberté » réclameront, à coups de défilés et de pancartes, de meetings et de discours, un gouvernement d'union démocratique. A crever de rire si cela ne se juxtapose à la répression en cours, à la misère généralisée, à l'ignominie des exploités tant économiques que politiques. Ce qu'il fallait faire, ce que le peuple devait faire pour triompher lors des dernières batailles, c'était généraliser les grèves, les transformer en grèves gestionnaires afin de rendre opérantes les forces de répression et inapplicables les décisions gouvernementales. Afin d'abolir le patronat et le salariat par une gestion directe, ouvrière, fédérale, comme le proclament depuis 1906 les statuts du syndicalisme révolutionnaire.

Les staliniens de la C.G.T., en laissant pourrir la magnifique grève des mineurs, ont rejoint les gouvernements capitalistes de F.O. dans l'ignominie, c'est de cette C.G.T.-F.O. trait insulter par eux, de Lafont, l'ex-autonome, entre autres, que parvient aux Moscovitaires les premières fleurs, les premiers compliments : « Qu'aurait fait Queuille et son équipe si les cheminots et les métallurgistes avaient suivi les mineurs ? Heureusement pour Queuille, pour de Gaulle, pour Wall Street, pour le Kremlin, il y avait la C.G.T. LA C.G.T. QUI NE VOUAIT VOIR AUCUN PRIX TRIOMPHER LES GREVISTES. A quand les effusions cinématographiques Jouhaux-Franchon-Monmousseau-Lafont ? A quand la grande réconciliation spectaculaire des syndicalistes politiques ?

Tous ces pitres aux ordres prennent vraiment trop les ouvriers pour des imbéciles. Ce silence, ce calme apparent présageant un réveil auquel les bonzes des centrales syndicales officielles sont loin de s'attendre. Le feu souterrain couve. Abandonnant les organisations guidées par des traîtres, les exploités accourent à la Confédération Nationale du Travail ou se regroupent et s'organi-

sent en minorités agissantes au sein même de ces organisations. La C.N.T., les minorités confédérales, reliées par un Cartel d'action syndicaliste aux syndicats autonomes, sont l'ébauche d'une saine réaction. Le jour de la revanche ouvrière n'est pas si loin que d'aucuns pourraient le croire. Ce jour se lèvera lorsque les dégués, les écorchés auront compris que le temps n'est plus aux demi-mesures, mais à la révolution sociale.

J. BOUCHER.

## LA LUTTE AGRAIRE en Italie

« La Voce Repubblicana » — journal gouvernemental — publiait, le 13 août dernier, une dépêche de Bologne, traitant des événements de Massafascaglia dans la campagne romagnole :

« A la suite de l'arrestation de onze personnes pour invasion de propriété qui s'est produite dans l'après-midi d'hier (11 août 1948), cinq cents personnes se sont rendues devant la caserne des carabinieri pour réclamer la libération des onze détenus. Les manifestants ont lancé des pierres contre la caserne. Un peloton de carabinieri à cheval a alors chargé la foule en faisant usage de bombes lacrymogènes. Dans un but d'intimidation, la force publique a tiré en l'air quelques salves de mousqueterie. Des renforts envoyés de Ferrare ont rétabli le calme, sans qu'il y eût des blessés graves parmi les manifestants ».

On sait ce que veut dire « pas de blessés graves », quand une foule de ses victimes sabrées par la cavalerie ou foulées aux pieds des chevaux, cela veut dire simplement : pas de morts.

On sait aussi ce que veut dire « tirer en l'air », de la part de la canaille policière qui en reçoit l'ordre.

Quant aux bombes lacrymogènes, ce moyen de lutte prosaïque en cas de guerre par les conventions internationales est couramment utilisé de nos jours contre les ouvriers de tous les pays.

Mais ce qu'il faut retenir, surtout, de cette nouvelle, c'est l'invasion de propriété. Sous ce terme pudique, la « Voce Repubblicana » désigne l'occupation et la prise en gestion des grandes domaines par les laboureurs sans terre, par les agriculteurs, voués au dénuement et à la faim.

Et c'est là une menace autrement capitale pour « l'ordre public » que l'envoi de quelques pierres dans les fenêtres d'un gendarmier.

Communiqué par C.R.I.A.

## SOUSCRIPTIONS reçues pour nos camarades MINEURS

X. 250; Conseil régional (2x 200); 1370; Grappe Paris V; 1.000; Hias; 200; Bénard; 200; Winckler; 200; Timier; 100; Pageot; 500; N.C.A.C.; 1.450; Lambert; 100; Kiamil; 200; Penarum; 100; Bache; 200; L. Eve; 100; Devriendt; 50; Huot; 250; Godichon; 50; Levasseur; 50; Hérisse; 50; Moreau; 50; Morel; 30; Aubrun; 10; 50; Tanay; 50; Pirella; 50; Moreau; 100; Quelen; 100; Louis; 500; Denis; 80; J. Bonal; 130; Bournez; 150; Leclerc; C.P. Issy-les-Moulineaux; 1.120; Fontenis; Bourdel; 200; F. Robert; 50; Tuter; 200; E. Thivier; 300; M.C. P.T.T.; 500; Danon; 50; Jacques; 100; Employés Associés-Press; 1.250; Jeuland; 400; Matra; 100; Dehouze; 100; Barthelemy; 300; Thy; 100; Groupe Paris-Ouest; 1.000; Montre; 100; Constantin; 500; E. Bonnet; 1.000; Ducoin; 100; Fourcade; 50; Mims; 30; Leblanc; 30; Cavanille; 100; Duffaut; 40; Teudière; 100; Moreno; 150; Coste; 50; Legrand; 200; Groupe de Colombes; 870; Caral; 100; M.D.; 200; Dieudonné; 50; Laurent; 200; Mirou; 100; Du-jardin; 50; Lefranc; 200; Lame; 200; Faugères; 100; Van Hech; 100; Moreau; 50; Comery; 100; Grimonpart; 100; Gorion; 40; Gilbert; 250; Un maçon; 1.000; Contre les flics; 50; Couland; 50; Altadi; 100; Voise; 30; Beaujourn; 100; Diffuser « Popu » de Vitry; 100; Marchand; 20; Poulle; 50; Julien; 30; Ferrare; 100; Amable; 50; Pinaises; 30; Léger; 50; Pierrot; 50; Menoiset; 100; Paulo; 15; Roda; 100; Vesch; 50; Morella; 30; X. Espagnol; 50; Tanas; 50; Richia; 50; Sala; 50; Nado; 50; Sergeant; 50; Un lapin; 45; Groupe de Choisy; 200; Gyard; 50; Malafant; 500; Mong; 100; Gilet; 10; 175; Robert; 250; R. Le Nans; 100; Adet; 92; Naudin; 50; Gonzalez; 50; Bret; 100; Legrand; 100; Gil; 200; Goyara; 50; Heas; 100; Groupe de Colombes; 250; Lavin; Pauliste; 500; Lavin; 100; Gido; 100; Groupe de Nanterre; 1.000; Chopine; 100; Gravot; 100; Ferraguti; 500; Camille Marchal; 500; Penser Clementi; 500; Penser fils; 500; Francisco Alhaman; 500; Francisco Garcia; 1.000; Anastasio; Mauzano; 500; Aviet; 100; Creuzet; 100; J. Moreau; 50; Champenois; 100; Un camarade allemand; 2.500; Chapalain; 50; Balague; 1.000; Fels; 50; Drach; 100; Gaty; 200; Everbecq; 50; X.; 40; Auriez; 71; Poulliez; 200; Sarabon; 100; Gil; 100; Durépan; 30; Eigne; 20; Zanni; 200; Coua; 200; Fassot; 500; Perillat; 100; Lachu; 400;

Il faut croire que les éléments gaullistes qui s'étaient répandus dans les diverses centrales syndicales et dont certains étaient parvenus à occuper des postes responsables, n'ont pas donné satisfaction à M. de Gaulle Charles, ni à son état-major.

La lutte de classes ne s'efface hélas pas par la grâce de quelques formules associationnistes, ni ne disparaît après un discours sur l'intérêt suprême de la nation. Bien des ouvriers qui étaient devenus membres du R.P.F. et qui sur les conseils de leurs dirigeants s'étaient affiliés à un syndicat pour y effectuer un travail de propagande ont été rapidement soustraits à l'influence gaulliste. Les problèmes des luttes quotidiennes, les revendications, l'attitude des états-majors staliniens, réformistes, chrétiens ou des minorités révolutionnaires, tous ces facteurs terriblement vivants de la réalité prolétarienne contribuent à faire ranger les fumeuses théories de paix sociale parmi les accessoires de cotillon politique.

Les luttes syndicales ont cela de bon qu'elles présentent invariablement toutes les données matérielles des problèmes aux yeux des participants. Le bluff, les slogans, les mythes peuvent être utilisés un certain temps. Il arrive toujours un moment où les faits sont chiffrés et les victoires ou les défaites se traduisent dans le mode de vie individuel du salarié.

Pour notre part nous avons connu des employés, des fonctionnaires, des ouvriers mineurs qui sont entrés R.P.F. au syndicat et sont devenus des syndiqués tout court, sans carte R.P.F.

Sans compter que les « théoriciens » gaullistes ou les rédacteurs du « Rassemblement ouvrier », se trouvent bien inférieurs aux propagandistes et aux militants de base des diverses centrales ou courants syndicaux. Non pas que ces derniers soient d'un niveau élevé. Depuis 1939 il n'y a guère de jeunes qui se soient formés. Mais la formation anciens combattants, maquisards ou enfants de Marie n'aide guère à comprendre les situations difficiles des luttes sociales.

On a donc jugé dans les sphères dirigeantes du R.P.F. qu'il y avait danger à laisser les membres ouvriers du mouvement en contact avec les syndiqués de toutes tendances. Le mouvement n'avait évidemment rien à y gagner. Et le responsable ouvrier du R.P.F., Louis Vallon, a, entre deux cuites, annoncé la constitution de syndicats strictement et officiellement gaullistes.

Sans doute était-il devenu trop évident, même pour les bailleurs de fonds, que le R.P.F. qui compte — d'après ses propres statistiques — plusieurs millions de membres, et qui — d'après ses propagandistes — possède une solide base ouvrière, ne faisait rien, ne tentait rien, ne pouvait rien dans le domaine essentiel des luttes sociales, celui des grèves et des mouvements revendicatifs.

Le R.P.F. ne peut avoir confiance dans ses membres, enclins à prendre position sur des données réelles de la lutte de classe et non suivant la dernière trousse de l'Etat. Il faut alors créer des syndicats R.P.F. où le syndiqué sera issu de la masse des travailleurs, où il sera soigneusement bourré de propagande, où il sera immunisé contre le danger des comparaisons possibles.

Il est probable que ces syndicats ne vont se développer que dans les professions les plus arriérées du point de vue syndicaliste, et qu'ils vont, compte tenu à la fois de la composition sociale du R.P.F. et des théories de collaboration entre patrons et salariés, se transformer assez rapidement en syndicats « maisons », « professionnels » ou « jaunes ». Ce secteur de la classe ouvrière a presque toujours existé. Le R.P.F. va se hâter d'occuper la place demeurée vacante.

Espérons que cela servira au moins à mettre en garde certains enfants de chœur qui se prennent pour des jésuites et qui par antistalinisme élevé au rang de théorie absolue ou par goût du double jeu, espèrent et désirent conserver le contact avec l'« ouvrier » du R.P.F.

Pour notre part, et nous espérons que la réaction sera unanime dans tout ce que le mouvement syndical compte de forces saines et lucides, nous pensons qu'il faut sans tarder dénoncer la manœuvre gaulliste et mettre en garde les travailleurs contre un danger qui, pour être mince au départ, peut devenir mortel si les circonstances favorisent son développement.

Les syndicats groupent tous les salariés sans distinction de tendance. Ce principe qui a donné naissance à toute la tradition syndicaliste française a été enfreint par les partis politiques. Ce n'est pas en multipliant les centrales pour arriver à doter chaque tendance d'une confédération qui lui soit propre, que nous arriverons à redresser la situation. C'est au contraire en luttant pour que les influences et les dictatures politiques deviennent inutiles, en combattant pour l'unification des organisations syndicales où se pratique la démocratie, que nous rendrons au prolétariat son arme de classe.

Mais c'est surtout en évitant de nous battre sur des slogans et en demeurant fidèles à l'action revendicative, y compris la revendication totale des moyens de production et de distribution, en y participant et en la poussant jusqu'à ses conséquences extrêmes, que nous pourrions remonter le courant.

Ce qui était vrai pour briser la mainmise stalinienne sur la C.G.T. est tout aussi vrai pour empêcher la création de syndicats politiques gaullistes.

L'impulsion, le manque de clarté, l'absence d'audace et de courage de la classe ouvrière, sont les conditions premières pour le développement d'un syndicalisme paternaliste, nationaliste, chauvin sous la férule du R.P.F. Dans le combat entre idéologies religieuses, qu'elles soient orientales ou technocratiques, atomiques ou stalinistes, le prolétariat a tout à perdre, car là n'est pas son combat.

Il n'est pas de syndicalisme gaulliste ni de syndicalisme stalinien, si les salariés conservent les pieds au sol, cherchent la solution de leurs maux avec les seuls éléments qu'ils connaissent et dominent, poursuivent inlassablement le chemin qui mène à l'organisation de l'économie par eux-mêmes et ruinent le capitalisme décadent comme l'étatisme en plein essor, par l'extension de leurs propres organisations, toujours actives, toujours présentes, toujours plus audacieuses.

S. DAMASKI.

## A LA S. N. C. F.

## Devant l'arbitraire

A la S.N.C.F., les « mal pensants », les militants de la C.N.T., sont espionnés, sanctionnés, menacés. Tout juste si on ne dit pas qu'ils sont Cénestiste est un délit d'opinion. Une dictature occulte engendre la peur et commande la lâcheté.

La naissance de cette dictature, nous la retrouvons dans la Tribune du 15 avril 1946 où Tournemaine intitulait son éditorial : « En tournée avec le Directeur général » et nous y lisons : « quelque chose de nouveau vient de se produire... nous n'avions pas encore vu, jusqu'à ce jour, le Directeur général de la S.N.C.F. en tournée avec le secrétaire général de la Fédération Nationale, réunis pour atteindre le même but. » C'était clair et nous n'y ajouterons aucun commentaire. Aujourd'hui que de chemin parcouru. Dans toutes les grèves de cheminots depuis juin 47, les dirigeants de la C.G.T. stalinienne porteront les conflits sur le terrain politique, et ils furent servilement aidés dans cette besogne par les hauts dirigeants de la S.N.C.F. dont la preuve de leur décadence morale n'est plus à faire.

L'attitude de la Direction et des Cadres marque à la fois leurs calculs politiques et leur volonté de discréditer les cheminots qui se dressent contre la ligne de conduite du « grand patron ». L'assaut contre nos militants commença à Argentan, nos camarades de Saint-Lazare Exploitation et Traction, Trappes, Marseille et Austerlitz connurent les mêmes attaques, les mêmes menaces. Les sanctions prises contre nos camarades sont, sans aucune justification de la part de la S.N.C.F. A Trappes, M. Grimault, chef du dépôt, a renié sa parole devant un de nos camarades. A l'économat Ouest, M. Dussars se dérobe, opposant son veto au réembauchage d'un camarade auxiliaire, licencié sans motif valable. M. Lemaire, de son côté, voulant gagner sur tous les tableaux nous oppose des réponses équivoques.

En conséquence, les cheminots révolutionnaires les plus connus, s'opposant aux manœuvres d'intimidation des staliniens, sont chaque jour menacés d'être brutalement sanctionnés.

Le fossé se creuse, non plus entre deux conceptions du syndicalisme, mais entre le syndicalisme — c'est-à-dire la C.N.T. — et les maîtres du rail de droit divin, alliés à la C.G.T. stalinienne et

servis par la maistrance. D'un côté les syndicalistes libres de toutes forces occultes : les maîtres de la S.N.C.F., bourgeois décadents qui n'ont pas hésité à faire cause commune avec les fascistes bolcheviks de la C.G.T. et qui ne reculeront devant aucun moyen de domination.

Le ministre des Travaux Publics et des Transports, pour tenter de revaloriser ce qu'il est convenu d'appeler « l'autorité de l'Etat », a voulu prendre une « mesure exemplaire » en révoquant Tournemaine et Crapier du Conseil d'Administration. Cette mesure ne résout rien. La dictature occulte subsiste. Les méthodes d'arbitraire, si chères au stalinisme, s'étendent un peu partout. Bien qu'il soit abusif de prétendre que les cadres soient toujours d'accord avec ces agissements, nous constatons, comme nous le disions plus haut, que par peur et lâcheté, ils se prêtent à ce jeu pour la plupart.

A cette situation tragique, la Fédération des Travailleurs du Rail C.N.T. oppose sa force qui grandit chaque jour. Elle appelle les cheminots à prendre conscience de leur misère et à lutter pour le but du syndicalisme de toujours : la gestion ouvrière des chemins de fer.

Raymond BEAULATON.

## C. N. T.

38, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-13e. Performance tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures, sauf le dimanche.

Fédération des Travailleurs du Rail. — Tous les membres de la C. A. fédérale sont convoqués pour la réunion qui aura lieu dimanche 19 décembre 1948, à 9 h., au siège, 38, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-13e. Le secrétaire général : Raymond BEAULATON.

12e REGION

Rouen. — Réunion d'information le dimanche 19 décembre, à 9 h. 30, 62, rue des Bons-Enfants.

17e REGION

U.I. de Lyon. — Réunion extraordinaire de tous les syndiqués, le dimanche 19 décembre 1948 à 10 h., au local, 60, rue Sécan.

Présence indispensable de tous. LE COMBAT SYNDICALISTE Nous demandons à tous les syndiqués de la C.N.T. et à tous nos diffuseurs, de bien vouloir régler dans le plus bref délai, la totalité des journaux reçus et de nous fixer le nombre de journaux que nous devons leur envoyer pour la parution du no 8 du C.S. Evitez-nous un bouillonnage onéreux. Adressez commandes et fonds à Joulin Robert, 75, rue du Poteau, Paris XVIIIe, C.F.P. 5388-21.

On peut dire d'un soldat — le pauvre diable — qu'il n'est pas autre chose qu'un apprenti voleur, ou un apprenti assassin. OCTAVE MIRBEAU.

## Réunions Publiques et Contradictaires

2e REGION  
● PARIS 5e et 6e, Palais de la Mutualité (salle X, 1er ét.), métro Maubert-Mutualité.

Le vendredi 17 décembre à 20 h. 45

« La situation actuelle en Pologne »

par un camarade de retour de Pologne

● PARIS-EST, 41, rue Pétion, métro Voltaire.

Jeudi 9 décembre, à 20 h. 30

La liberté à travers le monde

Orateur : René LAMBERT

● ASNIERES, salle Centre Administratif, place de la Mairie.

Vendredi 10 décembre à 20 h. 30

Rien ne va plus ! Que faire ?

Orateurs : MARZINO, BOUCHER

7e ET 8e REGIONS

TOURNEE GASTON LEVAL

Sujet traité

« LA CRISE MONDIALE

ET LA SOLUTION LIBERTAIRE »

ROANNE, Vendredi 10 décembre, à 20 h. 30, Salle Anatole-France, route de Paris.

CLERMONT, Dimanche 12 décembre, à 9 h., Maison du Peuple.

THIERS, Lundi 13 décembre, à 20 h. 30, Salle Municipale de l'Ancienne Poste.

SAINT-ETIENNE, Mardi 14 décembre, à 20 h., Grande Salle des Fêtes de la Bourse du Travail.

LYON, Mercredi 15 décembre, à 19 h. 30, Eden-Cinéma, 35, rue d'Anvers.

ROMANS, Jeudi 16 décembre (consulter la publicité locale).

10e REGION

● TOULOUSE. — Jeunesses Libertaires, Salle, 4, rue de Bellort.

Mardi 14 décembre à 21 heures

« Les Contradictions du Bolchevisme »

Orateur : GILBERT

12e REGION

● MARSEILLE, salle Artistique, 8, cours J.-Thierry.

Vendredi 17 décembre à 19 h.

Les Anarchistes devant la guerre

● MARSEILLE, salle Roxy, rue Tapis-Vert.

Dimanche 19 décembre à 9 h. 30

« Non, Dieu n'est pas »

par Aristide LAPEYRE

C. N. T.

● AUXERRE, Salle A., passage Soufflot.

Dimanche 12 décembre, à 10 h. du matin

La C.N.T. et le syndicalisme d'action directe

Orateurs : POLIN (Bâtiment), F. ROBERT (Cheminots)